

Le budget—M. Nystrom

veulent inscrire leurs enfants à des leçons de danse ou de musique, ils devront payer une taxe.

Des voix: Quelle honte!

M. Nystrom: S'ils veulent acheter une maison, ils devront payer une taxe.

Des voix: Oh, oh!

M. Nystrom: Monsieur le Président, j'ai ici un mémoire de l'Association canadienne de l'immeuble qui date de mars 1989. Les membres de cette association sont de grands amis des millionnaires qui occupent les banquettes ministérielles. A la page 42 de ce document, ils disent que, en 1988, ils s'attendent à ce que le prix d'une maison augmente de 7 800\$ et, à Toronto, de quelque 13 000\$.

Monsieur le Président, quoi que vous fassiez, vous pouvez être certain que le Parti conservateur vous fera payer une taxe. En fait, si vous votez conservateur, vous devrez payer une taxe. Les discours insignifiants des ministériels sont à peu près la seule chose qui n'est pas taxée à la Chambre.

Une voix: Bravo! Ils devraient l'être.

[Français]

M. Nystrom: Monsieur le Président, la taxe de vente canadienne va coûter à la famille moyenne 1 000\$ par année, c'est une taxe de 9 p. 100, et ce sera une taxe inflationniste, très inflationniste! Même le ministre des Finances (M. Wilson) lui-même a dit que: . . . la taxe sera inflationniste par un taux de 3 p. 100. Maintenant, nous avons un taux d'inflation de 4,6 p. 100, et avec la taxe de vente nationale, il y aura, monsieur le Président, un taux d'inflation de 7,6 p. 100 à 8 p. 100.

Monsieur le Président, cela va ajouter un autre 10 milliards de dollars au Budget du gouvernement fédéral. Et je sais bien que M. Crow, le gouverneur de la Banque du Canada, avec une hausse de l'inflation dans ce pays, décidera d'une autre hausse du taux d'intérêt de la Banque du Canada. Ce sera une autre chose difficile pour la famille ordinaire.

C'est pourquoi j'ai dit, monsieur le Président, que ce Budget canadien est un budget où la famille ordinaire doit payer beaucoup de taxes.

[Traduction]

Monsieur le Président, à voir le budget, on se rend compte que les amis du premier ministre (M. Mulroney) et ceux du ministre des Finances en face, ne sont guère mis à contribution par ces impôts supplémentaires. Je parle des grosses compagnies et des grandes sociétés du Canada.

[Français]

Il y a eu une augmentation de seulement un milliard de dollars pour les grandes sociétés canadiennes. Avec le Budget canadien, il va rester plus de 80 000 sociétés rentables qui ne paieront pas d'impôt. Expliquez cela à la personne pauvre à Chicoutimi, qui a un revenu de 15 000\$, ou à une famille en Saskatchewan, qui a un revenu de 18 000\$. Qu'est-ce qu'il reste, après le Budget du ministre des Finances? Plus de 80 000 sociétés rentables qui ne paient pas du tout d'impôt.

Monsieur le Président, c'est pourquoi je dis que c'est le

[Traduction]

. . . la pire razzia fiscale jamais déclenchée contre les simples citoyens dans toute l'histoire du Canada. Voilà la notion de justice telle que les conservateurs l'ont toujours entendue. D'ailleurs, quand on voit ce qu'ils ont donné aux grosses compagnies du Canada en 1984, on se rend compte qu'ils leur ont versé à l'époque 1 p. 100 du produit national brut. Ce pourcentage a grimpé à 1,6 p. 100 en 1989. Il s'agit d'une augmentation de 60 p. 100 de la part du produit national brut consentie aux grandes sociétés du Canada sous la forme de subventions, d'abattements, de cadeaux et d'assistance publique. Il est grand temps que les simples citoyens constatent cet état de choses, qu'ils s'en rendent compte lorsqu'ils se font dépouiller par le parti qui siège en face.

N'oublions pas qu'il existe encore des riches qui ne paient pas d'impôt au Canada. En 1986, 6 250 Canadiens gagnant plus de 50 000\$ par année n'ont pas payé d'impôt du tout.

Une voix: C'est un scandale.

[Français]

Monsieur le Président, comme quelqu'un de Montréal me l'a dit il y a quelques jours, c'est vrai qu'il existe un Père Noël. Mais pour le Parti conservateur, le Père Noël existe sûrement pour les riches, il existe sûrement pour les grandes sociétés canadiennes et pas du tout pour la population.

[Traduction]

Monsieur le Président, c'est pour cette raison que j'ai dit tout à l'heure que ce budget était une razzia fiscale, une opération déclenchée par les conservateurs, la pire de toute l'histoire de notre pays. Mais je n'en suis pas étonné. Quand on voit ce que les conservateurs ont fait depuis 1984, je constate que l'impôt de la famille moyenne a augmenté, une famille pauvre maintenant puisqu'elle gagne 24 000\$ par année. Cette famille a déjà subi une augmentation d'impôt de 44 p. 100. Cette augmentation est de 10,2 p. 100 pour la famille moyenne dont le revenu est de 49 000\$ par année. Mais voyons voir ce qui s'est passé dans le cas de la famille qui gagne 122 000\$ par